



Plateforme des Juifs Libéraux de Suisse PJLS • Plattform der Liberalen Juden der Schweiz PLJS

PLATEFORME DES JUIFS LIBERAUX DE SUISSE PJLS

NEWSLETTER HIVER 2010



EDITORIAL



LA LOI SUR LES CONVERSIONS POURRAIT CREER UNE DECHIRURE

Le parti Israël Beiteinou d'Avigdor Liberman a déposé un projet de loi qui attribuerait au Grand Rabbinat d'Israël l'exclusivité pour les conversions, ce qui signifie que les conversions réalisées à l'étranger ne seraient pas reconnues si elles sont réalisées par des rabbins réformés ou du mouvement « conservateur ». Cette démarche soutenue par les partis orthodoxes signifierait que 85 % des conversions de la diaspora ne seraient pas reconnues ! Déjà aujourd'hui de nombreux signes religieux ont changé en Israël et toute reconnaissance de conversion ne peut plus s'obtenir en Israël si elle

a été réalisée à l'étranger, ceux qui souhaitent faire leur aliah devront être très prudents.

La PJLS, a écrit au Premier ministre Netanyahu pour exprimer son avis, le distinguo entre ceux qui sont nés juifs et ceux qui ont choisi de le devenir nous semble, tout comme pour des milliers de juifs de la diaspora, insupportable. « Israël fait face à de très nombreux challenges au niveau national tant qu'à l'international. Nous cautionnons le désir d'un état sûr, vivant en paix. Nous pensons néanmoins que cette proposition de loi donne au monde un très mauvais message pour toute autorité religieuse juive dans le monde. »

Le Premier ministre Netanyahu nous a répondu et quelques jours plus tard, celui-ci a annoncé qu'il ne soutiendrait pas cette proposition de loi. « Cette loi risque de créer une déchirure au sein du peuple juif » disait-il à la Knesset. Evidemment, la situation est très politique puisque dans la foulée, le grand rabbin Amar et le ministre Eli Yishai ont annoncé qu'ils ordonneraient la dissolution de la coalition et le départ des partis ultra orthodoxes du gouvernement, ce qui signifie la mise en péril de la coalition gouvernementale.

Notre but est d'affirmer que pour les juifs libéraux, le pluralisme religieux doit être compatible avec la démocratie de l'Etat d'Israël. La liberté religieuse est un privilège, nous ne pouvons concevoir l'idée qu'une loi donne l'exclusivité des conversions à une autorité religieuse exclusive et radicale. Nous craignons qu'ainsi Israël se radicalise encore plus et ne devienne aux yeux du monde occidental laïc, un état semblable à ses nombreux voisins, incapables de séparer la liberté de pensée et de croyance à l'existence de l'Etat.

Cette loi provoquerait une crise de premier plan d'après le rabbin David Saperstein, (directeur d'un centre religieux juif situé à Washington) « ce serait une attaque énorme contre l'unité des juifs et le principe de liberté religieuse en Israël ».

Déjà ce projet de loi retiré, temporairement, une nouvelle loi sur la citoyenneté est annoncée, provoquant de fortes controverses même au sein du gouvernement.

Ariel Sharon ne disait-il pas : « Nous sommes juifs et nous sommes liés à la tradition juive. Mais si nous devons nous-mêmes nous soumettre au processus de conversion, nous aurions tous échoués ».

Jean-Marc Brunschwig, Vice-Président PJLS

FEEDBACK AUX NEWSLETTERS DE LA PJLS

Chaque numéro de la newsletter de la PJLS est tiré à 5000 exemplaires. Elle fait l'objet de retours globalement très positifs, que ce soit de Suisse ou de l'étranger. Les membres de la communauté juive, les représentants de nombreuses institutions, mais également les représentants politiques apprécient cette forme d'information.

RENCONTRE AVEC LA CONSEILLERE FEDERALE MICHELINE CALMY-REY

Une délégation composée de représentants de la PJLS, de la FSCI et de l'Association Suisse-Israël a rencontré la cheffe du Département Fédéral des Affaires Etrangères Micheline Calmy-Rey le 20 août à Berne. Divers sujets ont été évoqués, notamment les possibilités d'améliorer les relations bilatérales entre la Suisse et Israël, l'attitude des instances officielles suisses face aux demandes de boycott de

produits israéliens ainsi que le sort du soldat israélien Gilad Shalit, toujours retenu en otage. Selon Mme Calmy-Rey, le DFAE se trouve dans l'incapacité d'apporter son aide à la libération de Shalit, en l'absence d'un mandat ou d'une demande officielle émanant d'Israël. L'interdiction de l'accès de la Croix rouge à Shalit a également été abordée. Quant à certaines intentions de boycott de produits israéliens en Suisse, le DFAE, toujours selon la ministre, ne dispose d'aucune marge de manœuvre, dans la mesure où il n'exerce aucune influence sur les ONGs ou les organisations religieuses.

ENTRETIENS AVEC LA CONFERENCE DES EVEQUES SUISSES (CES) ET LA FEDERATION DES EGLISES PROTESTANTES DE SUISSE (FEPS)

La raison principale de la rencontre des associations juives avec la CES et la FEPS fut le soutien apporté par l'entraide protestante suisse EPER et Caritas à la manifestation « Priorité aux Droits de l'homme ! » au mois de mai 2010. Les projets de boycott des produits israéliens y avaient également été abordés. Dans le cadre de l'entretien avec l'évêque Norbert Brunner, président de la CES, la présidente de la PJLS, Nicole Poëll, et le président de la FSCI, Herbert Winter, se sont efforcés de présenter les événements dans la perspective de la population juive. Selon M. Winter, l'église devrait jouer un rôle d'arbitrage neutre dans le conflit israélo-palestinien, sans encourager les boycotts unilatéraux. Par ailleurs, les catholiques devraient être davantage informés et sensibilisés aux problématiques géopolitiques du Moyen-Orient et à l'antisémitisme en Suisse. Cette thématique a d'ailleurs déjà été traitée par la CES.

Dans un communiqué de la CES datant du 8 septembre 2010, la PJLS et la FSCI ont pris connaissance avec satisfaction de déclarations regrettant que les événements au Moyen-Orient soient source de réactions antisémites visant la population juive de Suisse.

Le président de la FSCI a souligné dans le cadre de l'entretien avec la CES que la FSCI et la PJLS n'étaient pas le porte-voix d'Israël, mais qu'elles se manifestaient dès que le droit à l'existence d'Israël était mis en question, que l'Etat israélien était désigné comme seul « agresseur » ou encore lorsque les Juifs suisses étaient rendus responsables de ce qui se passait au Moyen-Orient. La CES, quant à elle, a mentionné le nouvel article dans le règlement ecclésiastique de l'Union synodale réformée Berne-Jura-Soleure, qui se réfère à la relation particulière entretenue entre l'église et le judaïsme. Pour finir, la PJLS et la FSCI ont souhaité de la part des deux églises un peu plus de sensibilité ou tout du moins une invitation à un événement organisé sur le thème Israël/Palestine pour pouvoir présenter les répercussions du conflit au Moyen-Orient sur les Juifs vivant au sein de la Confédération.

ENTRETIENS POLITIQUES AVEC DIFFERENTS PARTIS



La PJLS et la FSCI ont rencontré des représentants/conseillers nationaux des Verts et du PS. Les thèmes à l'ordre du jour étaient à la fois les répercussions de la votation sur l'interdiction de construction de minarets, l'antisémitisme en Suisse ainsi que la position des partis face au conflit palestinien-israélien.

VERTS DE SUISSE – PJLS/FSCI

Fin mai, les représentants des Verts de Suisse (le président et conseiller national Ueli Leuenberger, le conseiller aux Etats Luc Recordon, le conseiller national Jo Lang, le conseiller national Geri Müller, la conseillère nationale Francine John-Calame et le co-secrétaire général Jann Golay) ont rencontré une délégation composée d'un membre du comité directeur en la personne d'Eve Gobbi-Glücksman, de la secrétaire générale Susi Saitowitz ainsi que du président, de la vice-présidente et du secrétaire général de la FSCI (Herbert Winter, Sabine Simkhovitch-Dreyfus et Jonathan Kreutner).

Jo Lang a d'emblée fait part de son soulagement face à la prise de position très nette adoptée par la PJLS et la FSCI quant au rejet de l'initiative d'interdiction de construction de minarets.

M. Simkhovitch-Dreyfus s'est, quant à lui, exprimé sur le thème de l'antisémitisme en Suisse. Selon un rapport rédigé par la FSCI, les incidents de nature antisémite se seraient multipliés en 2009, une hausse

qui serait liée au conflit au Moyen-Orient et à l'amalgame opéré entre l'Etat israélien et les Juifs de Suisse. Les représentants du parti ont insisté sur leurs efforts visant à communiquer que les Juifs de Suisse ne sont pas responsables de la politique menée par Israël, en ajoutant toutefois que chaque critique adressée à l'Etat hébreu ne pouvait être interprétée comme étant de caractère antisémite. Pour les Verts, et ce fut d'ailleurs l'une des conclusions de la rencontre, le droit à l'existence d'Israël ne saurait être remis en question. L'une des revendications majeures du parti écologiste est que la Confédération helvétique cesse toute coopération militaire avec tous les pays du Moyen-Orient, pas seulement avec Israël.

Les représentants des Verts étaient par ailleurs d'avis qu'il était erroné de penser que leur parti se contentait de critiquer Israël.

PS SUISSE – PJLS/FSCI

A la mi-septembre, le conseiller national du PS Mario Fehr, le conseiller national Carlo Sommaruga, le conseiller national Andrea Hämmerle, Peter Hug et le secrétaire général du PS Thomas Christen ont rencontré une délégation juive composée de la présidente et de la secrétaire générale de la PJLS (Nicole Poëll et Susi Saitowitz), du président de la FSCI Herbert Winter et de la vice-présidente de la FSCI Sabine Simkhovitch-Dreyfus.

L'un des principaux sujets de discussion fut la politique actuelle face aux minorités vivant en Suisse. Du point de vue des deux associations, les Juifs de Suisse sont bien intégrés et ils considèrent par conséquent que leur tâche consiste entre autres à soutenir d'autres minorités dans leurs efforts d'intégration. Le conseiller national Mario Fehr a ainsi exigé des prises de position claires de la part des responsables politiques pour couper l'herbe sous le pied des groupes nationalistes et combattre l'atmosphère anti-islamique prédominante.

Le texte de prise de position du groupe socialiste sur le conflit au Moyen-Orient a ensuite fait l'objet d'un débat très animé. Les accusations portées à l'encontre d'Israël dans l'affaire de la « flottille de la liberté » ont notamment été abordées. Nicole Poëll a souligné que les deux organisations faïtières ne prenaient pas position quant à la politique menée par Jérusalem, dans la mesure où, n'y vivant pas, elles ne sont pas en mesure d'évaluer correctement la situation sur place, et parce que des opinions très diverses sur le conflit au Moyen-Orient règnent au sein de la population juive. Carlo Sommaruga a estimé que le texte de prise de position était dans l'ensemble réussi, même s'il regrettait l'absence d'investigations portant sur les dysfonctionnements côté palestinien. Les participants au dialogue ont tous apprécié le grand enrichissement apporté par cet échange d'idées et sont décidés à le poursuivre à l'avenir.

DEVENIR SYMPATHISANT DE LA PJLS

Si vous n'êtes pas membre des communautés libérales CILG-GIL ou JLG, vous pouvez vous inscrire en qualité de sympathisant auprès de la PJLS.

Il vous suffit de renseigner notre **formulaire d'inscription électronique** sur notre site Web www.liberaljews.ch ou de contacter notre secrétariat général à ce numéro de téléphone : 043 / 322 03 14 ou par e-mail à l'adresse suivante : office@liberaljews.ch. Nous nous réjouissons de votre inscription !

